

VI.—APPEL DE L'A. C. J. C. AUX CANADIENS FRANÇAIS

CHERS COMPATRIOTES,

Un groupe des nôtres, les Canadiens français de la province d'Ontario, se voient brutalement refuser, par une majorité intolérante, le droit de faire enseigner la langue française à leurs enfants, dans les écoles qu'ils soutiennent de leur argent. Ils se défendent avec un courage et une ténacité également admirables. Après avoir protesté énergiquement mais en vain, auprès du gouvernement, auteur de l'inique "règlement 17", ils ont organisé ces magnifiques grèves d'écoliers contre l'injure de l'inspectorat protestant dans leurs écoles toutes catholiques. Quant aux ordonnances et réglementations dont la mise en vigueur rendrait impossible l'enseignement du français, ils les ignorent tout simplement, et ils organisent l'enseignement dans leurs écoles sans en tenir compte.

Leurs adversaires, est-il besoin de le dire, ne désarment pas. Ils ont même trouvé des alliés ou, pour mieux dire, des complices assez imprévus—et forts de leur nombre et du pouvoir qu'ils détiennent, ils n'épargnent rien pour écraser nos compatriotes ontariens. Sans doute il leur faut pour cela fouler aux pieds le droit naturel et les traités qui portent la signature de leurs pères; mais qu'importe! Un de leurs juges n'a-t-il pas dit récemment que le droit naturel devait céder devant la volonté du plus fort? Et quant aux traités, un Prussien n'a-t-il pas déclaré, récemment aussi, que c'était de simples bouts de papier dont il n'y avait pas lieu de tenir compte?

Voilà contre quels adversaires les Canadiens français d'Ontario doivent se défendre. La lutte dure depuis longtemps et coûte effroyablement cher. Ce sont les frais de propagande qu'il faut payer et qui montent vite, bien qu'une grande partie du travail se fasse gratuitement. Ce sont les paroisses pauvres qu'il faut aider à soutenir leurs écoles. Ce sont surtout les procès qui se multiplient et qui, ne devant avoir leur dénouement pour la plupart, qu'au Conseil privé, entraînent des dépenses considérables. Or, pris dans leur ensemble, les Canadiens français d'Ontario ne sont pas riches et ils voient approcher avec terreur le moment où il leur faudra abandonner la lutte, faute de ressources.

En différentes circonstances déjà, la province de Québec est venue à leur aide, mais les secours sont toujours restés en deça des besoins. De nouveau ils s'adressent à nous: qu'allons-nous leur répondre?

Les pères de la province de Québec, qui jouissent de l'inestimable privilège de faire donner à leurs enfants une instruction et une éducation de leur choix, vont-ils refuser de venir au secours des pères canadiens-français d'Ontario à qui l'on refuse cette liberté nécessaire?

A cette époque d'étrennes ne ferons-nous pas leur part à des petits Canadiens français pour les aider à le demeurer?

Dans le grand mouvement de charité qui nous entraîne au secours de tous les malheureux, nos compatriotes persécutés seront-ils les seuls auxquels nous refuserons de penser?

L'Ontario français est un poste avancé qui garde les approches du vieux Québec, le laisserons-nous tomber sous les coups des nouveaux barbares qui le battent en brèche?

C'est dans la lutte que se révèlent les peuples. C'est à la façon dont ils relèvent une injure et repoussent une attaque hypocrite ou brutale que l'on reconnaît s'ils sont de noble race ou mûrs pour l'asservissement. Dans quelle catégorie faudra-t-il nous classer?

Votre attitude à vous, qui nous lisez en ce moment, fournira l'un des éléments de la réponse que cette question appelle. Songez-y bien, et qui que vous soyez: prêtre ou laïque, homme, femme, ou enfant, riche ou pauvre, riche surtout, donnez promptement et généreusement pour la défense du parler français. L'intérêt national vous le commande et aussi l'intérêt religieux, car au Canada comme ailleurs, l'histoire est là pour le prouver, les gestes de Dieu s'accomplissent surtout par les Francs. Et d'ailleurs, l'un des persécuteurs ne l'a-t-il pas avoué: "Il n'y aurait pas de question bilingue dans la province d'Ontario si les Canadiens français n'étaient pas catholiques".

Catholiques et Canadiens français, retenons bien cette parole et donnons sans compter pour la défense de cette forme supérieure de civilisation que représentent nos compatriotes ontariens: la civilisation catholique et française.

Janvier 1915

L'ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE CANADIENNE FRANÇAISE.